



Alouette sera-t-elle sacrifiée sur l'autel des nouvelles technologies ?

Le web, contraint et forcé, ou disparaître

Le périodique de l'Association suisse des journalistes francophones prendra-t-il l'envol du web en 2017.

Le projet est à l'étude. La commission qui planche sur le sujet présentera son rapport d'ici la fin de l'année.

Qui aurait pu penser que notre facteur serait un jour un ordinateur, une tablette, un « smartphone », autrement dit en français un téléphone portable sans fil avec accès internet, vidéos, appareil photo, cartes et GPS (indicateur de votre position) reliés aux satellites ?

Qui a même envisagé regarder la télévision sur un autre support que le bon gros téléviseur de 30 kilos ?

Qui a songé une fois que le vieil appareil téléphonique que beaucoup d'entre nous n'ont cessé d'utiliser serait ringard ? Il n'est même plus nécessaire.

Qui, enfin, car la liste des hypothèses aujourd'hui réalisées, est sans fin en technique, a pensé à l'avion solaire, à la voiture sans chauffeur, aux programmes radio-tv du monde entier en un clic, à l'avion, au train, aux impôts, commandés et payés avec une souris ou un doigt ?

De l'économie de papa à l'e-economie

La révolution s'est déroulée si vite que l'économie de papa s'écroule petit à petit, écrasée par l'e-économie : tout peut être livré à la maison à travers le web, ce mot que mêmes les Martiens doivent connaître.

Preuve d'un certain décalage avec les réalités de la rue et le jeune public, la presse a mis du temps à comprendre ces changements soudains.

Elle est pataude, la presse, quand il s'agit d'appréhender les mouvements à venir, figée qu'elle est encore dans ses certitudes. Son pouvoir est aujourd'hui remplacé par les réseaux dits sociaux ?

Les grands groupes de presse ont pris leur temps avant de miser sur l'info en continu accessible gratuitement par tous. Avant d'enclencher le turbo et d'investir, les éditeurs ont d'abord proposé une sorte de sapin de Noël de toutes les couleurs sur nos ordinateurs avant de comprendre que le lecteur 15-45 ans ne passe que quelques minutes, au mieux, à lire ce qui défile à grande vitesse sur la toile.

Notre propos n'est pas de pointer du doigt ce qui n'a pas été fait, ce qui aurait dû être fait, ce qui pourrait être fait. Juste d'amorcer la discussion

L'arrivée de nouveaux acteurs

Il faut cependant admettre que la presse suisse a longtemps tergiversé, et le principal pourvoyeur d'annonces - auparavant chef de file du marché - avec elle. Publicitas, devenu ringard, s'est recyclé. De nouveaux acteurs se sont développés à une vitesse en 4G, gobant tout le secteur. Parmi eux, les nouveaux héros de la net-économie, ces jeunes gens qui ont développé des sites d'annonces gratuites. Tout s'y trouve : du vélo au sexe, en passant par la réservation d'hôtels, d'avions, de voyages. Tout, on y trouve tout, le pire et le meilleur.

Même la guerre est en direct sur facebook. De la culture aussi, rassurons nous, puisque vous pouvez visiter des musées en www.

Les éditeurs ont été KO debout avant d'acquiescer ces sites à coup de millions. Le mal est fait. La presse ne retrouvera pas les publicités et ses richesses passées. Mort, le temps où l'agence immobilière insérait de la pub dans nos quotidiens. Les entreprises peuvent maintenant diffuser leurs produits dans le monde entier. A petit prix, voire gratuitement. Vous cherchez un logement à New York, une voiture à louer, de bons restaurants, des meubles : facile, même en déambulant dans la rue, votre nez sur votre téléphone à écran tactile.

Changement d'attitude des annonceurs

Ces annonceurs, qui ont fait vivre les médias, ne dépensent plus sans compter dans le papier : ils l'ont zappé. Leurs directeurs formés à la net-économie, veulent un résultat immédiat. Ils ne paient plus une pleine page sans résultat chiffré dans la seconde.



Alouette : une étude est en cours pour remplacer le journal papier de l'Association suisse des journalistes francophones par une édition électronique. Qu'en pensez-vous ? Votre avis nous intéresse. Faites-le connaître à notre secrétariat : ASJF, C.P. 287, 2002 Neuchâtel (abo@francophonie.ch).

Pour moins cher, ils vantent leurs produits sur des milliers de sites. Ils y ajoutent des films, des « vidéos », impossibles à insérer dans le journal. Le consommateur clique, arrive sur leurs produits, compare, achète. Ce n'est que si une commande est passée que le support est payé, à la commission. Quand vous dominez un marché, comme 20minutes.ch et la rts.ch, vous pouvez « encore » réclamer une contrepartie financière fixe, hors commissions. Plus vos pages sont lues (on parle en millions de pages par jour), plus vous gagnerez. S'il y avait auparavant une place et un intérêt pour une diffusion « papier » restreinte, tel n'est pas le cas dans la www.presse.

La mémoire de google

Les sites d'infos - qui peuvent occuper une surface faible - n'ont pas à financer une imprimerie, le papier, la distribution etc... de nombreux rédacteurs expérimentés. Ils peuvent être d'autant plus rentables que les collaborateurs qui copient et collent les dépêches d'agences accompagnées d'images-prétexte ou d'agences (voire repiquées gratuitement sur google) ne sont pas toujours des journalistes. Les infos sont même fournies, avec photos et films, par les lecteurs-reporters. C'est gratuit. Rassurons-nous, il existe encore des rédacteurs : ils sont le plus souvent

jeunes. Rappelons que la convention collective a été enterrée en même temps que de nombreux vieux rédacteurs dont l'expérience ne vaut guère dans une société dont la référence est google avec dix ans de mémoire.

Le virage de l'ASJF

Et l'Association des journalistes francophones au milieu de cette bataille ? Elle évolue. Ses membres ont aussi leur courriel : ils reçoivent les informations par ce canal. Pas de frais d'enveloppes, de photocopies, de timbres. Pratique non ? Les fiches de défense du français suivent la même route des ondes. Le périodique de l'association, enfin, amorce la même mutation. Un peu forcée il est vrai puisque son impression ne serait plus offerte. Pourquoi payer s'il est possible de le transmettre sans frais. L'Alouette va donc prendre l'envol du web. On la trouvera bien sûr sur la toile, ce qui devrait intéresser des annonceurs désireux de soutenir notre démarche. Dernier mot enfin, nous vous invitons à lire notre page facebook « association suisse des journalistes francophones » Et comme on le dit en langage codé : +. Désolé, mais si nous écrivons « à plus », notre red. en chef nous expliquera que c'est trop long...

Christian Humbert

Les assises de l'UPF : des expériences enrichissantes

Chaque année, l'Union internationale de la presse francophone se réunit dans un pays membre. L'occasion de connaître des contrées lointaines, de côtoyer des consoeurs et confrères du monde entier, de contacter des dirigeants politiques et d'aborder des thèmes propres à la défense des intérêts de la profession.

Pourquoi adhérer à l'Association suisse des journalistes francophones quand on est un ou une jeune (ou moins jeune ...) journaliste qui exerce sa profession en Suisse ? Cela ne vaut certes pas la peine si l'on considère que le monde entier finira un jour par ne parler que l'anglo-étasunien, que c'est très bien comme ça et que la diversité linguistique ne présente aucun intérêt. Cela mérite réflexion, en revanche, si l'on estime qu'une langue n'est pas seulement un moyen de communication, mais qu'elle véhicule aussi des valeurs, une culture, une mentalité ainsi qu'une manière de penser et de voir le monde.

Lorsque jeune journaliste travaillant en français à Genève, j'ai reçu en 1983 une lettre m'invitant à adhérer à ce qui s'appelait encore l'Union internationale des journalistes et de la presse en langue française (UIJPLF), j'ai été un peu sceptique. Cette circulaire, signée par l'éminent confrère Jean-Marie Vodoz, ancien président international de l'UIJPLF, parlait de défense et de promotion de la langue française, ce qui me semblait aller relativement de soi de la part de journalistes suisses romands, et je ne voyais pas d'emblée la nécessité de me mobiliser pour cela.

Des rencontres surprises : de Yasser Arafat au général Giap

Trouvant néanmoins la démarche sympathique, j'ai adhéré pour le prix d'une cotisation plutôt symbolique qui m'a valu de recevoir désormais régulièrement les fameuses fiches « défense du français », qui ont fait la réputation de la section suisse et dont l'utilité n'est

plus à démontrer. Après avoir été pendant deux ans un membre assez passif, j'ai participé en 1987 à mes premières Assises de l'Union internationale qui se tenaient en Tunisie. Evoluant déjà alors dans le système des Nations Unies, en tant que « journaliste institutionnel » à l'OMS, je venais de prendre conscience de la réalité du problème et du risque de voir une langue unique – et donc une pensée unique – dominer le monde, avec tout ce que cela comporte de perte d'identité et de diversité culturelle.

J'ai immédiatement réalisé à Tunis tout ce que la participation à de tels congrès internationaux de journalistes francophones pouvait apporter : l'occasion de rencontrer des confrères venus du monde entier et notamment d'Afrique. De découvrir dans des conditions privilégiées des pays lointains et passionnants, mais aussi de côtoyer leurs dirigeants politiques et d'autres personnalités dépassant largement le seul monde de la presse et des médias. Et même, à l'occasion, de participer à des rencontres surprises avec des personnages historiques tels que le dirigeant palestinien Yasser Arafat, à Tunis en 1987, et le général Vo Nguyen Giap, héros de la guerre du Vietnam et vainqueur successivement des armées française et américaine, à Hanoï en 1994. Ce sont incontestablement des souvenirs qui laissent des traces.

« Retarder la macdonaldisation »

Les assises qui ont suivi celles de Tunisie se sont notamment tenues en Guyane française, en Côte d'Ivoire, au Vietnam, au Liban, au Bénin, au Mali, à Maurice,

en Acadie, au Burkina Faso, en Roumanie, au Cameroun, au Sénégal, au Togo, mais aussi en Suisse, où notre section a organisé en 2002 des assises mémorables qui ont permis à plus de cent journalistes francophones du monde entier de découvrir différents coins de la Romandie.

Il n'est pas exagéré de parler de dimension mondiale à propos des assises annuelles de l'UPF (Union internationale de la presse francophone, nouveau nom de l'ancienne UIJPLF), car outre les pays entièrement ou partiellement francophones que sont la France, la Belgique, la Suisse, le Canada et de nombreux pays africains, on trouve parmi ses membres des représentants de pays où la présence de la langue française est plus limitée, qu'ils viennent d'Europe de l'Est, du Caucase ou d'Asie du Sud-est. On y rencontre des ressortissants de pays pas francophones du tout, comme le Japon, qui maîtrisent néanmoins « la langue que nous avons en partage » et qui sont soucieux de diversifier leurs contacts. Il en va de même pour certains Etats qui demandent à adhérer ou à se rapprocher de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

C'est ainsi que les participants aux assises de Hanoï en 1994 ne sont pas près d'oublier le remarquable discours d'accueil d'une ministre vietnamienne expliquant dans un français parfait que si son pays avait adhéré à l'OIF, c'était surtout pour « retarder la macdonaldisation du Vietnam ».

Des échanges fructueux

Au-delà de l'aspect strictement linguistique, les assises de l'UPF permettent



Pour Philippe Stroot les assises sont lieux de rencontres dans la convivialité.

d'aborder des questions journalistiques et des sujets techniques divers et variés, comme en témoignent les thèmes suivants retenus au long des années : « Francophonie, médias et satellites », « Circulation de l'information et pluralisme », « Communication et culture face à la mondialisation », « Les autoroutes de l'information et la presse », « Libertés et responsabilités des journalistes », ou encore « Jeunes et médias : les défis du numérique » ; pour n'en citer que quelques-uns.

Les débats et discussions ayant suivi les présentations et exposés proposés sur ces divers sujets n'ont certes que rarement révolutionné la pratique du journalisme francophone, mais ils ont toujours permis des échanges fructueux et enrichissants. Les journées que durent les assises étant en général fort bien équilibrées entre travail et activités culturelles et récréatives, les contacts entre participants occupent une place importante, car ils ont amplement l'occasion de se connaître et de partager leurs expériences.

Philippe Stroot

Nouvelles de l'UPF

Le Bureau s'est féminisé

L'assemblée générale de l'Union de la Presse Francophone qui s'est tenue le 21 novembre dernier à Antsirabe, en marge des Assises, a procédé aux élections statutaires. Le Bureau sortant ne comptait qu'une seule femme. Elle sont désormais quatre à faire partie de cet organe dirigeant du mouvement qui représente sept pays.

Ont été élus ou réélus pour deux années de mandat :

Président : Madiambal Diagne (Sénégal)
Vice-présidents : Aimé-Robert Bihina (Cameroun), Françoise Dost (France), Jean-Pierre Molliet (Suisse)
Secrétaire général : Jean Kouchner (France)
Secrétaire générale adjointe : Khadija Ridouane (Maroc)
Trésorière : Zara Nazarian (Arménie)
Trésorière adjointe : Margareta Stroot (Moldavie)

Prochains rendez-vous internationaux

2017 : Les 46^e Assises seront organisées à Conakry. L'annonce a été officiellement faite à Antsiabe par le ministre de la communication guinéen Rachid Ndiaye, un ancien journaliste qui a longtemps été en poste à Paris.

2018 : Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont choisi l'Arménie comme pays hôte du prochain Sommet de la Francophonie. Les Assises auront par conséquent lieu également à Erevan.

Contacts renoués avec le Québec

Une rencontre s'est déroulée à Montréal entre la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) et l'UPF. Au cours d'une séance de travail, les deux organisations ont constaté leur mission commune et convenu d'étudier ensemble de façon ouverte les formes que peut prendre ce rapprochement.

45^e assises internationales de la presse francophone

Quelque 300 journalistes et dirigeants de médias, venus de 47 pays, se sont réunis à Antsirabe (Madagascar) du 20 au 24 novembre 2016 autour du thème de l'économie des médias, en présence de représentants de l'UNESCO, de l'Organisation Internationale de la Francophonie de la Fédération Internationale des Journalistes et de Reporters Sans Frontières.

Les discussions ont mis en relief les difficultés économiques rencontrées par les médias et le fait que celles-ci ne peuvent se concevoir sans prendre en compte le contexte politique dans lequel ces médias et leurs journalistes évoluent. Or sans une presse libre, tout développement démocratique est compromis. Malheureusement, il a été constaté, que trop souvent encore, les Etats s'affranchissent de leurs obligations constitutionnelles et légales de respect de la liberté d'information. Ces comportements ont des conséquences très concrètes sur la situation économique des médias et par là même sur la liberté de l'information et son indépendance.

Assassinats, raids contre des rédactions et destructions de matériel, passages à tabac, les atteintes arbitraires à la sécurité physique des journalistes et l'impunité qui s'ensuit participent d'un climat de crainte qui ont des conséquences graves sur la liberté d'expression et créent des comportements d'auto-censure.

De nombreux pays n'ont pas encore aboli les peines privatives de liberté pour les délits de presse, ou usent de lois sécuritaires, dans un contexte où la lutte anti-terroriste prend de plus en plus de place, pour emprisonner les journalistes pour des durées indéterminées.

Les lois sur la presse formulées souvent en des termes trop vagues, sujets à des interprétations politiques, et prévoyant des amendes disproportionnées maintiennent les médias dans une insécurité juridique et facilitent le harcèlement judiciaire des journalistes. Des lois fiscales inadaptées, la non application des exonérations pour les intrants journa-



Les dirigeants de l'UPF en compagnie du président malgache. De g. à dr. : Jean-Pierre Molliet, vice-président UPF (Suisse), Noro Razafimandimby présidente de la section malgache, Jean Kouchner, secrétaire général (France), Sem Hery Rajaonarimampianina président de la République de Madagascar, Khadija Ridouane secrétaire générale adjointe (Maroc), Madiambal Diagne, président UPF (Sénégal), Aimé Robert Bihina, vice-président (Cameroun)

listiques, des prix de licence dissuasifs, participent à maintenir les médias sous une dépendance financière qui affecte gravement le développement d'une presse plurielle et libre.

Pas de démocratie sans presse libre

Sans une presse libre, aucun développement démocratique ne peut exister. Les participants aux assises appellent les Etats francophones à garantir le libre exercice du métier de journaliste et la liberté de l'information dans le respect de leurs obligations nationales et internationales. Suite aux différents débats, il en est ressorti la déclaration finale suivante :

«L'information indépendante et pluraliste

constitue plus que jamais une nécessité essentielle pour une démocratie réelle. C'est un droit pour tous les citoyens, et force est de constater que ce droit est trop souvent inexistant ou perverti.

Ils constatent que dans de nombreux cas, la précarité frappe les médias, mettant en péril leur indépendance et leur existence même.

Trop souvent, cette précarité des médias entraîne une précarité des journalistes eux-mêmes, mal rémunérés, sans protection sociale, risquant de constituer une entrave au respect de règles déontologiques essentielles. Cette situation se ressent également au niveau des médias numériques, qui constituent un outil essentiel pour une large diffusion de l'information, mais n'ont pas encore

trouvé, à de rares exceptions près, leur modèle économique.

De plus en plus fréquemment, de grands groupes financiers investissent majoritairement le capital de médias, sans que les garanties juridiques et statutaires nécessaires d'indépendance de la rédaction ne soient mises en place.

Parallèlement, les médias de service public sont eux aussi trop souvent réduits à des médias d'Etats, ne permettant pas de diffuser une information libre, indépendante, et équilibrée.

Face à cette situation, les aides des Etats, lorsqu'elles existent, sont souvent largement insuffisantes et attribuées sur la base de critères insuffisamment transparents.

Organes de régulation indépendants, codes de communication garantissant réellement la liberté de la presse, systèmes de distribution non discriminatoires, suppression des peines privatives de liberté et d'amendes de montants démesurés mettant en péril les médias eux-mêmes pour les délits de presse, autant de mesures indispensables pour amorcer les conditions minimales de survie de médias indépendants et pluralistes.

Dans ce contexte, les participants aux 45^e assises appellent dans chaque Etat à la mise en place de mesures spécifiques, efficaces et complémentaires.

A l'issue des travaux des 45^e assises d'Antsirabe, l'UPF décide d'ouvrir sans délai un chantier d'élaboration d'un ensemble de mesures permettant de garantir l'indépendance et le pluralisme des médias, qui sera mise à disposition des décideurs. L'UPF invite l'ensemble des organisations internationales souhaitant y concourir à se joindre à elle».

Edito

La Suisse présente et active au Sommet



Ils étaient peu nombreux les chefs d'Etat et de gouvernement à s'être déplacés à Antananarivo, capitale malgache, pour participer au 16^e Sommet de la Francophonie. Une vingtaine à peine. La plupart des chefs des pays africains avait préféré renoncer, craignant selon certains que leur gouvernance bafouant les règles de la démocratie soient dénoncée et condamnée.

Le président de la Confédération Johann Schneider-Ammann était, lui, bien présent. Sa participation n'a que (très) peu été relayée par la presse helvétique. Il a pourtant eu l'honneur de prononcer un discours, aux côtés du français François Hollande, du président tchadien Idriss Deby et du premier ministre canadien Justin Trudeau. L'on ne peut que se réjouir du changement d'attitude de la Confédération face à l'espace francophone. La Suisse célèbre cette année les 20 ans de son adhésion à l'OIF. Mais Dieu que le

chemin pour y parvenir avait été compliqué, la majorité alémanique voyant, à l'époque, d'un oeil soupçonneux un ancrage dans cet univers francophone. A Madagascar, la Suisse a déposé deux résolutions. La première traitant de l'eau, de la paix et de la sécurité, la seconde visant à la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Se faisant le chantre de la Francophonie, notre président a lancé un appel à la solidarité entre les membres de l'OIF « afin de trouver ensemble des solutions et en privilégiant le dialogue Nord-Sud ».

Un constat : la Francophonie est attractive. En fin de réunion, le Sommet a pris une décision qui engendre réflexion. Il a validé la candidature de la Nouvelle Calédonie (membre associé) et de l'Argentine, la Corée du Sud et l'Ontario (tous observateurs). L'OIF passe à 84 membres dont 4 membres associés et 26 observateurs. Doit-elle continuer à s'agrandir ? Ou ferait-elle preuve de sagesse en poursuivant sa vocation sans se transformer en un mastodonte ?

Jean-Pierre Molliet, président

Echanger des expériences et des idées

L'Association suisse des journalistes francophones et le Centre de formation au journalisme et aux médias de Lausanne présents lors d'un stage qui a réuni des représentants d'école de journalisme de Roumanie, d'Arménie, de France, de Moldavie et de Suisse.

Chisinau, la capitale de la Moldavie a accueilli du 30 septembre au 1^{er} octobre un colloque intitulé « Le journalisme à l'ère des nouvelles technologies ». Il était organisé par la section moldave de l'UPF, en collaboration étroite avec le vice-président international de l'UPF et président de l'ASJF Jean-Pierre Molliet. L'OIF et la section Francophonie du DFAE ont assuré le financement de cet événement et le journal « Courrier de Moldavie » le soutien logistique.

L'idée de ce colloque avait germé il y a une année à Lomé, capitale du Togo, lors des Assises de l'UPF. Quelques consoeurs et confrères, notamment d'Europe centrale et orientale, ont pensé qu'il serait utile de réunir différentes écoles de journalisme pour aborder un sujet d'intérêt commun.

La Suisse francophone était représentée par le Centre de formation au journalisme et aux médias de Lausanne et son directeur M. Marc-Henri Jobin.

Cette réunion n'avait pas pour but d'imposer aux uns et aux autres des recettes toutes faites, mais de constituer une plate-forme de réflexion destinée à proposer des solutions nouvelles et de préférence originales, dans l'espoir d'apporter une contribution utile aux débats.

Margareta Stroot, présidente de la section moldave

N.B. : le rapport de ce colloque peut être commandé au secrétariat de l'ASJF, C.P. 287, 2002 Neuchâtel – abo@francophonie.ch



L'ouverture officielle avec de g à dr: Roxana Turcanu-Tolomey du Bureau Europe centrale et orientale de l'Agence universitaire de la Francophonie, Pascal Vagogne, ambassadeur de France en Moldavie, Corina Fusu, ministre de l'éducation de Moldavie, Tidiane Diop représentant de l'OIF, Jean-Pierre Molliet, vice-président international de l'UPF

Sécurité des journalistes : appel

Des médias, des journalistes, des ONG et des personnalités publiques de tous les continents lancent un **appel** solennel pour la création d'un « protecteur des journalistes », conformément à la proposition de RSF en faveur d'un Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la sécurité des journalistes. La coalition exhorte les Nations unies et les Etats membres à donner au titulaire de ce poste le poids politique, la capacité d'agir rapidement, et la légitimité de coordonner les efforts des Nations unies pour la sécurité des journalistes.

L'objectif est de mettre en place un mécanisme concret d'application du droit international, qui permette enfin de réduire le nombre de journalistes tués chaque année dans l'exercice ou en raison de leurs fonctions. L'adoption de nombreuses résolutions de l'ONU sur la protection des journalistes et la lutte contre l'impunité n'a pas permis d'obtenir de résultats concrets, si l'on en juge par les statistiques. Plus de 850 journalistes et collaborateurs de médias ont été tués en raison de leurs fonctions au cours des 10 dernières années, selon les chiffres de RSF, et 74 journalistes pour le seul premier semestre 2016.

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

ADHÉREZ

La langue française est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE
DES JOURNALISTES FRANCOPHONES
CASE POSTALE 287 – CH 2002 NEUCHÂTEL

DÉFENSE DU FRANÇAIS

Du nouveau à l'association « Défense du français »

L'association qui compte un millier de membres et sympathisants continue de recruter. Elle a organisé cette année la projection d'un film captivant sur la perte de vitesse du français au Québec et une visite de la Haute Ecole Pédagogique à Lucerne qui forme les enseignants de français. Elle combat avec acharnement la pollution de notre langue par des anglicismes.

Dans l'immédiat, c'est son image qui va être adaptée à une société qui ne cesse de changer. Jamais, dans l'histoire, les techniques et technologies n'ont modifié aussi vite nos comportements. Nous sommes prisonniers d'une toile dont l'araignée est malheureusement américaine. Pourra-t-on s'en échapper ?

Se mettre à la page

Un nouveau logo va remplacer « Guignol » en tête du bulletin semestriel : un magnifique « J'aime le français ». Béatrice Claret, rédactrice responsable va élargir sa palette pour ventiler les contenus et les mettre en valeur sur un site internet réaménagé. Il contiendra également un lexique « franglais / français » inter-actif. www.defensedufrancais.ch

Autres projets

Des contacts vont être établis avec les bibliothèques publiques et les médiathèques intéressées à promouvoir notre langue. Quant à l'écriture, elle aura sa place le 3 mars dans le cadre d'un premier Salon international à Echichens : un « Café francophone » intitulé « l'orthographe fout le camp ».

Daniel Favre, secrétaire général

Impressum

Parution trimestrielle. Editeur: Association suisse des journalistes francophones, Case postale 287, CH 2002 Neuchâtel – abo@francophonie.ch – CCP 10-3056-2 Lausanne. **Coordinateur et rédacteur en chef:** Jean-Pierre Molliet. **Abonnements:** compris dans la cotisation des membres de l'association : Fr. 20.– par an. **Préresse et impression:** Centre d'impression Le Pays SA **Publicité:** page entière : Fr. 150.– ; 1/2 page : Fr. 80.– (1 parution) ; page entière : Fr. 130.– ; 1/2 page : Fr. 70.– (plusieurs parutions).

P.P.
CH-2002 Neuchâtel 2 Gare

LAPOSTE